

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
24 septembre 2021
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Point 100 b) de l'ordre du jour
Désarmement général et complet : désarmement nucléaire

Conseil de sécurité
Soixante-seizième année

**Lettre datée du 22 septembre 2021, adressée au Secrétaire général
et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Faisant suite à nos lettres datées du 16 août 2017 ([S/2017/720](#)), du 30 novembre 2018 ([A/73/644-S/2018/1075](#)), du 18 avril 2019 ([A/73/846-S/2019/339](#)), du 26 novembre 2019 ([A/74/565-S/2019/909](#)), du 16 mars 2020 ([A/74/752-S/2020/212](#)), du 28 mai 2020 ([S/2020/454](#)), du 9 juin 2020 ([S/2020/522](#)) et du 2 mars 2021 ([A/75/795-S/2021/216](#)), ainsi qu'aux nombreuses communications antérieures concernant l'application du paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de réaffirmer une fois encore la position de la Fédération de Russie concernant cette question, en me référant à la lettre datée du 10 août adressée par les Représentants de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations ([S/2021/724](#)) et à celle datée du 25 août 2021 adressée par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation ([S/2021/753](#)).

À notre grand regret, ces délégations continuent d'affirmer que la République islamique d'Iran ne respecte pas les dispositions du paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, voire qu'il fait preuve de « mépris » vis-à-vis de celles-ci. Comme celles formulées précédemment, ces accusations sont totalement infondées.

Dans leur lettre, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tentent d'assimiler les programmes d'exploration spatiale à la mise au point de missiles balistiques capables de servir des vecteurs à des armes de destruction massive. Ils avancent en particulier que « [l]es lancements de lanceurs de satellites effectués permettent à l'Iran de disposer de résultats empiriques qu'il peut mettre à profit pour optimiser ses capacités de mise au point de ces systèmes de missiles ». On notera que ce lien est démenti dans la lettre des États-Unis, où il est clairement précisé que les lanceurs spatiaux ne sont pas des missiles balistiques. Cette lettre contient toutefois une contradiction, puisqu'il y est écrit que « bien qu'ils ne soient pas des missiles balistiques, les lanceurs spatiaux incorporent des technologies qui sont pratiquement identiques et interchangeables avec celles utilisées dans les missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires ».



Si cette logique fallacieuse promue par nos collègues s'impose, tout État exerçant son droit légitime à l'exploration pacifique de l'espace pourra être accusé de mettre au point des vecteurs d'armes de destruction massive.

Comme n'importe quel autre État Membre de l'Organisation des Nations Unies, la République islamique d'Iran a pleinement droit aux avantages qu'offrent la science et la technologie spatiales. Aucun des instruments et mécanismes internationaux existants, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ou le Régime de contrôle de la technologie des missiles, ne lui interdit explicitement ou implicitement de mettre au point des programmes de missiles et des programmes spatiaux.

La Fédération de Russie attache la plus grande importance au Régime de contrôle de la technologie des missiles et est déterminée à s'acquitter de toutes ses obligations dans ce cadre. Nous sommes donc vivement préoccupés par les tentatives répétées d'altérer la nature et la portée de cet instrument essentiel. Les paramètres retenus pour la catégorie I de l'annexe du Régime de contrôle de la technologie des missiles ne sont qu'un outil de référence pour les États exportateurs et n'ont jamais été destinés à être utilisés dans le contexte de la résolution [2231 \(2015\)](#) afin d'établir si certains missiles balistiques étaient ou non conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires. Nous soulignons une fois de plus que l'affirmation contenue dans la communication adressée au Conseil de sécurité par les États Membres susmentionnés selon laquelle les systèmes de catégorie I sont les systèmes « les plus inquiétants » est délibérément inexacte, puisque les principes directeurs du Régime de contrôle de la technologie des missiles indiquent clairement que les systèmes de catégorie I sont les « articles les plus sensibles ». Quant à la référence faite à la résolution [1540 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité dans le contexte du Régime de contrôle de la technologie des missiles, elle est elle aussi totalement hors de propos.

Nous tenons à rappeler une fois de plus qu'à l'alinéa a) du paragraphe 7 de sa résolution [2231 \(2015\)](#), le Conseil de sécurité a décidé que toutes les dispositions de la résolution [1929 \(2010\)](#) seraient levées, y compris le paragraphe 9, qui interdisait à l'Iran de « mener [toute] activité liée aux missiles balistiques pouvant emporter des armes nucléaires. Cependant, même lorsque cette résolution était en vigueur, les hypothèses du Groupe d'experts n'ont recueilli l'adhésion générale ni du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1737 \(2006\)](#) ni du Conseil de sécurité lui-même. Le Groupe avait un rôle purement technique, et ses rapports n'ont jamais été le produit d'un consensus mondial. Par conséquent, les références à son rapport du 4 juin 2012 sont peu crédibles et ne peuvent servir de fondement politique ou juridique aux affirmations susvisées.

En outre, les lettres susmentionnées véhiculent un message trompeur, à savoir que l'Iran a violé les dispositions de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité afin d'acquérir des missiles balistiques pouvant emporter des armes nucléaires.

De fait, depuis l'adoption du Plan d'action global commun, aucun pays n'a été soumis à autant de vérifications de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) que la République islamique d'Iran. L'Iran n'a jamais possédé d'armes nucléaires, n'en possède pas, et il y a tout lieu de penser qu'il n'en possédera jamais. Même lorsque l'intégrité de l'accord sur le nucléaire a été remise en cause par les actes irresponsables et destructeurs d'autres États Membres, le pays a fait preuve de retenue et s'est montré déterminé à défendre le régime de non-prolifération. À plusieurs reprises, les dirigeants iraniens ont officiellement « rejeté les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires ». L'Iran exprime sa volonté de préserver le Plan d'action et continue de collaborer activement avec l'AIEA.

En cette période cruciale où on s'emploie à rétablir la pleine mise en œuvre du Plan d'action global commun dans le cadre des pourparlers de Vienne, les accusations sans fondement qui sont lancées contre l'Iran au nom de participants au Plan d'action paraissent assurément douteuses.

Vu ce qui précède et puisqu'à ce jour, aucune preuve sérieuse du contraire n'a été communiquée au Conseil de sécurité, la Fédération de Russie continue de penser, comme elle l'a déjà déclaré, que l'Iran respecte de bonne foi l'appel qui lui avait été adressé au paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#) selon lequel il était tenu de ne mener aucune activité liée aux missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 100 b) de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité, et saurions gré au Secrétaire général d'en tenir pleinement compte dans son prochain rapport sur l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#).

(Signé) Vassily **Nebenzia**
